



FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT  
, DE LA CULTURE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
**FORCE OUVRIERE**

Section de Seine Maritime

Immeuble Jules Ferry Rue de l'Enseigne Renaud 76000 Rouen  
Téléphone : 02 35 89 47 32 – fnec-fo.rouen@orange.fr

---

## Déclaration de la FNEC FP FO CSA-SD 76 du 2 avril 2026

En préambule, la FNEC FP FO souhaite redire toute son inquiétude et sa colère concernant la répression de lycéens et des enseignants dont des militants syndicaux, au lycée Claude Monet du Havre, mardi. Nous avons échangé sur le sujet avec le Secrétaire Général du Rectorat lors de l'audience intersyndicale. Ces faits sont déjà graves mais nous avons appris hier que la direction du lycée convoquait des lycéens pour les sanctionner. C'est inadmissible. Nous attendons des réponses sur cette situation et nous voulons être assurés qu'aucun élève ne soit ni sanctionné, ni intimidé.

Depuis le 28 février, la marche à la guerre au plan mondial vient de franchir un nouveau cap avec les bombardements israélo-américains au Moyen-Orient. Les premiers bombardements ont touché deux établissements scolaires dont l'un a causé la mort de 150 écolières et professeurs. La semaine suivante, l'armée israélienne a bombardé le campus universitaire où le directeur de la Faculté des Sciences et deux docteurs ont été assassinés. La FNEC FP FO condamne cette volonté de détruire systématiquement les lieux de savoir, comme ceci a déjà été le cas à Gaza.

En tant qu'organisation attachée à la paix et à la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs, la FNEC FP FO exige le cessez-le-feu immédiat, la protection des civils et des travailleurs, la fourniture de l'aide humanitaire nécessaire. Elle réitère son appel à cesser les livraisons d'armes par la France à Israël. Elle s'oppose à toute volonté du gouvernement Macron-Lecornu de prendre part d'une manière ou d'une autre à cette guerre qui ne sert que les intérêts économiques ou politiques de Trump et de Netanyahu, mais qui menacent les travailleurs et les peuples du monde entier.

De son côté, le président Macron annonce le débloqué de 8 milliards d'euro supplémentaires pour l'armement et impose la militarisation de l'ensemble de la société (classes défense, nouveau service militaire, proposition de loi visant à renforcer l'enseignement à la défense dans les collèges et les lycées ...) Autrement dit, les milliards vont continuer à couler à flot pour la guerre alors que l'Hopital, l'École et l'ensemble des services publics répondant aux besoins vitaux de la population vont continuer à manquer de tout !

Dans les écoles de la Seine Maritime, en plus des 13 suppressions de postes, ce sont 17 postes qui sont préemptés pour le développement des PAS et qui entraîneront autant de fermetures de classes supplémentaires. Ainsi, c'est une avalanche de 75 fermetures de classes qui s'abat sur notre département alors que le ministre Geffray, interrogé au Sénat sur les PAS ne cache pas leur objectif : là où ils ont été expérimentés, ils ont permis une diminution de 6% des notifications MDPH ! Comme notre fédération l'a toujours dénoncé, les PAS ne sont ni plus ni moins qu'un outil pour limiter les notifications MDPH et donc remettre en cause les droits des élèves en situation de handicap !



FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT  
, DE LA CULTURE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
**FORCE OUVRIERE**

Section de Seine Maritime

Immeuble Jules Ferry Rue de l'Enseigne Renaud 76000 Rouen  
Téléphone : 02 35 89 47 32 – [fnec-fo.rouen@orange.fr](mailto:fnec-fo.rouen@orange.fr)

---

Les annonces de fermetures de classes ont provoqué partout une réaction immédiate et spontanée des personnels et des parents d'élèves : opérations « école morte », rassemblements et grèves se multiplient ! Lors de la journée de grève intersyndicale à l'appel de la CGT, la FSU, FO et SUD, 500 personnels et familles ont manifesté le 31 mars et une délégation intégrant des parents, ATSEM et enseignants a été reçue par le rectorat. Ils ne comptent pas en rester là. Par exemple à la Londe, les parents ont décidé de bloquer l'école ce jeudi. A St Léonard, une enseignante a reconduit la grève. A Berville sur Seine, le maire a organisé une réunion publique pour défendre son école en invitant les villages voisins : les fermetures de classe, c'est l'affaire de tous. Ils ont tout notre soutien et nous réaffirmons qu'en dépit des baisses d'effectifs, toutes les situations sont défendables. Ce qui ne l'est pas, c'est la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves.

L'Ecole manque de tout : infirmières, médecins, assistants sociaux, personnels administratifs, AED, AESH, CPE, enseignants, personnels de direction ... La pénurie des postes se traduit aussi à travers la crise du remplacement. Par exemple, à l'école maternelle Maupassant de Petit Quevilly une classe de PS/GS dont l'enseignante est absente depuis 29 janvier demeure sans remplacement pérenne missionné sur cette classe. Pire encore, il n'y a aucun remplaçant depuis le 20 mars et les élèves sont répartis dans les classes. La départementalisation des moyens de remplacement n'y change rien : il faut créer des postes à hauteur des besoins et par type de mission (remplacements courts, pondérations REP +, remplacements longs, ASH, formation continue) accessibles via le mouvement intra-départemental.

Dans cette situation, la mise en place de l'acte 2 de l'Ecole inclusive s'annonce dévastatrice. La généralisation des pôles ressources, qui intègrent l'ensemble des enseignants spécialisés, se substituent à la prise en charge réelle des élèves. Le coaching des enseignants des classes ordinaires par les EMAS, les CPC ou les enseignants spécialisés ne sont qu'un pansement sur une jambe de bois pour masquer la pénurie de places dans les établissements et structures spécialisés. Pourtant, la FNEC FP FO le réaffirme avec force : c'est un leurre de faire croire que tous les élèves peuvent être scolarisés en milieu ordinaire. La pédagogie ne peut se substituer au soin et c'est pourquoi nous revendiquons le maintien et la création de toutes les places nécessaires dans les ESMS.

Dans la même veine, le projet expérimental Paul Bert au Havre avance à marche forcée. Les enseignants sont informés que les élèves de l'IME/IMP ne seront plus dans des classes mais dans des unités d'enseignements et qu'ils seront inclus dans les classes ordinaires dans le cadre de parcours accompagnés. Combien d'élèves seront dans ces unités d'enseignements ? Combien d'élèves de ces unités d'enseignements seront inclus en même temps dans une classe de milieu ordinaire ? Comment seront pris en charge ces élèves lorsque l'enseignant spécialisé sera absent ?

Enfin, la multiplication des élèves à besoin éducatifs particuliers dans toutes les écoles, nécessite un encadrement renforcé et une prise en charge particulière dont la diminution significative des effectifs dans la classe est indispensable. La baisse démographique doit permettre cela au lieu de supprimer des postes à tour de bras que l'on cherche à compenser par des solutions qui n'en sont pas. Par exemple à l'école Victor Hugo de Bolbec, fermer une classe pour y implanter un DAR est une annonce hors sol. Certes les besoins de soins sont criants sur ce secteur



FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT  
, DE LA CULTURE  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
**FORCE OUVRIERE**

*Section de Seine Maritime*

Immeuble Jules Ferry Rue de l'Enseigne Renaud 76000 Rouen  
Téléphone : 02 35 89 47 32 – fnec-fo.rouen@orange.fr

---

d'éducation prioritaire qui souffre du désert médical et qui appartient à une circonscription où il n'y a plus un seul PsyEN. Mais ce que veulent les enseignants de cette école, c'est avant tout faire leur travail d'enseignant. Et pour cela, ils demandent à conserver toutes leurs classes afin d'avoir des effectifs très réduits permettant d'apporter l'attention pédagogique à chacun de leurs élèves, qu'ils soient EBEP ou qu'ils ne soient pas.

**Pour conclure, la FNEC FP-FO n'entend pas laisser faire et invite les personnels à se réunir, avec les familles et les élus locaux, pour discuter des initiatives immédiates à prendre pour obtenir satisfaction sur les revendications :**

- **Retrait du budget de guerre Macron-Lecornu !**
- **Augmentation des salaires !**
- **Création de tous les postes nécessaires !**
- **Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne !**